# LE RESPECT DE LA HIERARCHIE

PAR: M. ASSIE YARABE FLORENT

INSPECTEUR VERIFICATEUR PRINCIPAL Chef du Département des Postes Comptables Spécialisés

### INTRODUCTION

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), bien que pratiquant une culture managériale axée sur la Performance, met un point d'honneur sur un comportement disciplinaire, gage de son succès.

Aussi s'est-elle dotée d'un Code d'Ethique (ensemble de principes moraux qui sont à la base de la conduite de quelqu'un ou d'un groupe de personnes) et de Déontologie (ensemble de règles et de devoirs qui régissent une profession, la conduite de ceux qui l'exercent, les rapports entre ceux-ci et leurs clients, et le Public); mieux, elle a mis en place un observatoire pour veiller sur la mise en œuvre de ce code.

Pour renforcer ceci, le Directeur Général a pris des engagements de service dont le respect contribue au bon fonctionnement desdits services.

- Parmi ces valeurs, nous allons nous intéresser au principe du Respect de la Hiérarchie. Le développement se fera en cinq points à savoir :
- Les généralités;
- Les conséquences du non-respect de la hiérarchie;
- Les différents schémas de l'articulation de la hiérarchie à la DGTCP;
- 4. Les points d'engagement de service en 2018; et
- Quelques statistiques

#### 1-GENERALITES

- La hiérarchie traduit une organisation sociale établissant des rapports de subordination et de degré gradué de pouvoirs, de situation et de responsabilités.
- Donne peut pas parler de fonctionnement dans une Administration sans évoquer le principe de la hiérarchie qui en est la clé de voûte. Elle permet de réaliser l'unité de commandement au profit du sommet, dont les ordres sont répercutés et exécutés en suivant la ligne hiérarchique. fidèlement L'Administration, notons-le, est composée de strates superposées et hiérarchisées au sein d'un édifice qui va en rétrécissant de la base vers le sommet de l'organisation, lieu de concentration du Pouvoir! Mais ce type d'organisation a aussi un impact morale sur les agents, sur leur façon de percevoir l'Administration dans son ensemble et de la place qu'il y occupe.

- En effet, du haut vers le bas de cette pyramide, les agents sont imbriqués dans une hiérarchie à la fois contraignante et rassurante, qui leur assigne une place, un statut, un rôle dont ils ne peuvent s'évader. L'agent sait exactement où il se situe dans la hiérarchie:
  - combien d'échelons le séparent du sommet, de son grade,
  - combien d'échelons le séparent de son supérieur hiérarchique, ainsi que de son subordonné.
- Le respect de la hiérarchie est l'acceptation des consignes et leur exécution dans les délais impartis.

Le fonctionnaire, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches relevant de la position qu'il occupe.

Au terme de l'Article 28 de la loi n° 83-634 du 04 juillet 1983, portant obligation au fonctionnaire : « tout fonctionnaire, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Il doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public ».

Soulignons le caractère cumulatif des conditions du respect de la hiérarchie, qui ne donne pas à l'agent d'autre choix que d'obéir aux ordres de son chef. Le refus d'obéir aux ordres du supérieur hiérarchique constitue une faute disciplinaire et est sanctionnée selen sa gravité.

Au terme du statut Général de la Fonction Publique, la désobéissance d'un agent aux ordres de son supérieur hiérarchique est passible de sanctions disciplinaires classées en deux catégories (degrés):

#### 1er Degré:

- a) l'avertissement ;
- a) le blâme ;
- c) le déplacement d'office.

#### 2<sup>ème</sup> Degré:

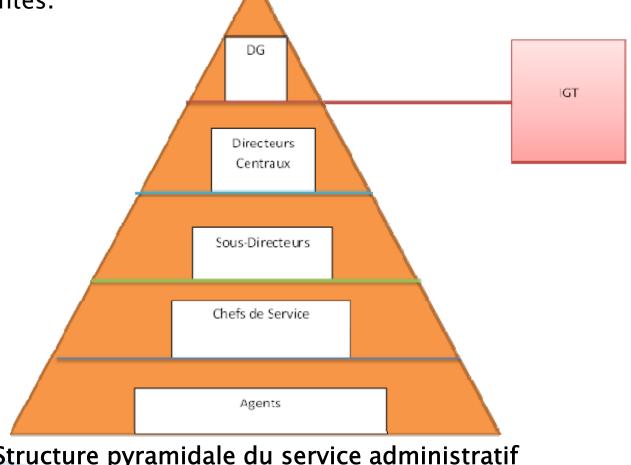
- la radiation au tableau d'avancement ;
- la réduction du traitement dans la proportion de 25 % pour une durée qui n'excède pas 30 jours ;
- l'exclusion temporaire pour une durée ne pouvant excéder 06 mois ;
- l'abaissement de l'échelon ;
- l'abaissement de la classe ;
  - la révocation avec ou sans suspension des droits à la pension.
  - Cependant, cette obligation à des limites.

## 2-LIMITES DU RESPECT DE LA HIERARCHIE

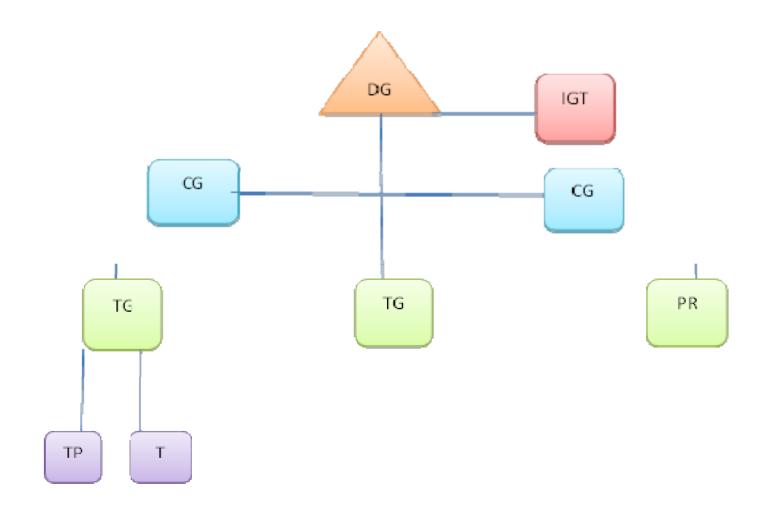
- Dans un premier temps, notons que l'agent de l'Etat sous sanction a le droit de recours aux juridictions administratives. Toutefois, il lui est recommandé d'avoir des preuves irréfutables de l'erreur de son supérieur hiérarchique pour ester en justice pour l'annulation de la sanction disciplinaire qui pèse sur lui.
- Par ailleurs, l'agent peut refuser d'obéir à un ordre dont l'exécution l'expose à des sanctions pénales.

#### 3-PRESENTATION DE LA STRUCTURE HIERARCHIQUE DE LA DGTCP

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique en fonction de sa spécificité présente deux structures pyramidales différentes.

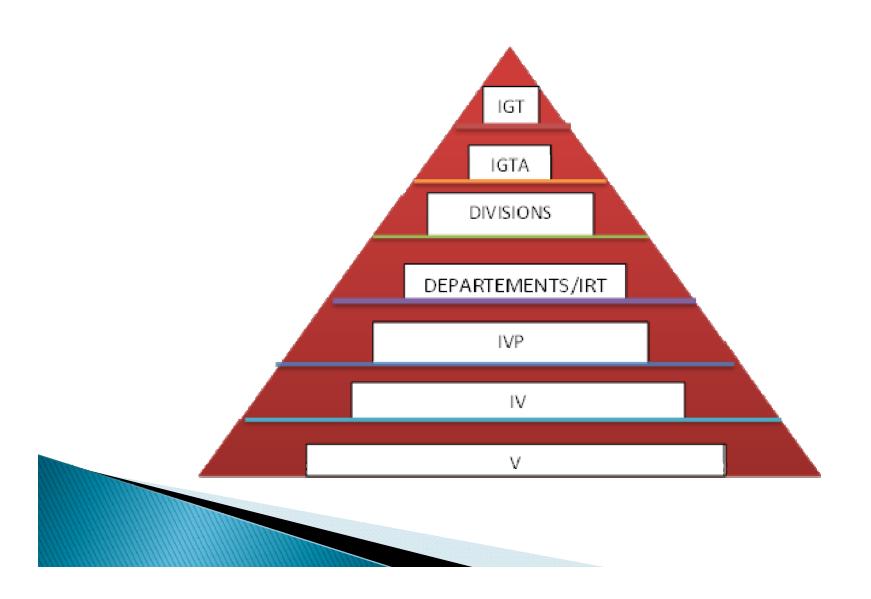


Structure pyramidale du service administratif



Structure pyramidale des services comptables

# Nous présentons enfin la structure pyramidale de l'IGT.



### 4-LES ENGAGEMENTS DE SERVICES RELATIFS AU RESPECT DE LA HIERARCHIE (ARTICLE 8)

Pour la bonne exécution des instructions du Supérieur Hiérarchique, le Directeur Général a pris des engagements de service axés sur les points suivants :

- avoir un comportement respectueux vis-à-vis du supérieur hiérarchique
  - être des interlocuteurs courtois au téléphone et ne pas laisser le téléphone sonner plus de quatre fois ;
- exécuter correctement et dans le délai les ordres du supérieur hiérarchique :
  - le service doit être disponible avec ou sans rendez-vous : Recevoir les clients à tout moment ;
  - les interlocuteurs doivent s'identifier (le port du badge) et être courtois à l'accueil;
  - respecter les délais d'attente définis ;
  - toute réponse doit être donnée à tout courrier dans un délai défini de 07 jours, sinon prévenir le concerné de la réception de son courrier et l'assurer de son traitement;
  - une réponse doit être donnée à toute réclamation dans un délai défini.

- demander des instructions complémentaires éventuelles pour bien exécuter les tâches et prendre les initiatives nécessaires (cela permet à l'agent de s'assurer qu'il a bien compris ce que lui demande le supérieur hiérarchique);
- informer le supérieur hiérarchique immédiat des instructions provenant des autres autorités. Le supérieur hiérarchique direct étant responsable des tâches exécutées par son agent, il est bienséant qu'il soit informé de la diligence reçue de la part d'un autre supérieur hiérarchique;
- rendre compte de l'exécution des instructions reçues ;
- s'abstenir d'exécuter des ordres contraires à la règlementation et aux procédures en vigueur.
- le paiement des factures doit être effectué de manière transparente et équitable dans un délai de 90 jours, sauf sur une priorité définie par les autorités supérieures.

### 5-QUELQUES STATISTIQUES

N°	Services	Nombre de cas
01	Conseil de discipline	Pas de statistiques
02	DRH/DGTCP	Non parvenu
03	Observatoire de l'Ethique et de la Déontologie	Pas de cas en 2017 et 2018 (janvier à octobre)
04	DDA - TP - DCP - PR Daloa - PR Toumodi - TG Yamoussoukro - DFSPS	Pas de cas à novembre 2018

#### **CONCLUSION**

La conjonction de deux facteurs (du personnel hiérarchiquement bien formé et compétent, et l'observation d'un comportement disciplinaire bien encadré) vaut à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique d'être vue comme l'une des meilleures Administrations dans notre pays, mais aussi dans la sous-région